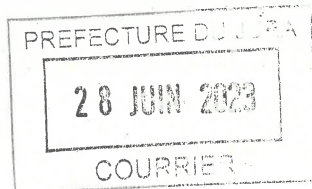




**PRÉFET
DU JURA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU
Puits de captage de Thervay

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
- de la dérivation des eaux souterraines
- de l'instauration des périmètres de protection

**Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public
de l'eau destinée à la consommation humaine**

Arrêté n°DCL/BRGAE/3920230627-0001

Le préfet du Jura,

Le préfet de la Haute-Saône,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre National du Mérite,

VU le Code de la santé publique & notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-63 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le Code de l'environnement & notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.214-18 sur les débits réservés, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles R.214-1 à R.214-60 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'expropriation ;

VU le Code du domaine de l'Etat ;

VU le Code de l'urbanisme & notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU le Code rural ;

VU le Code forestier ;

Vu le décret du 7 octobre 2021 portant nomination du préfet de la Haute-Saône - M. VILBOIS (Michel)

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet du Jura - M. CASTEL (Serge) ;

VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;

VU les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;

- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du Code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°560 du 7 juin 1991 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité et instaurant les périmètres de protection du puits de captage au lieu-dit « Sous la Vavre » sur la commune de Thervay, au bénéfice du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°523 du 18 juin 1992 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité et instaurant les périmètres de protection du puits de captage au lieu-dit « Sous la Vavre » sur la commune de Thervay, au bénéfice du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY ;
- Vu** l'arrêté 39-2023-01-27-00001 portant délégation de signature à Mme Élisabeth SEVENIER-MULLER, secrétaire générale de la préfecture du Jura ;
- Vu** l'arrêté n°70-2023-04-26-00005 portant délégation de signature à M. Michel ROBQUIN, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE – RM) 2022-2027, adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;
- VU** le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022 ;
- VU** les délibérations du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU en date du 26 juin 2015, du 29 juin 2021 et du 16 septembre 2022 demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
 - la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
 - la délimitation et la création des périmètres de protection des captages,
 - de l'autoriser à :
 - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,
 et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- VU** la décision du tribunal administratif de BESANCON en date du 24 novembre 2022 portant désignation de M. Jacques AUGIER en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 04 septembre 2017 ;
- VU** le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU** les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGAE/39 2022 en date du 12 décembre 2022 et l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGAE/39 2023 en date du 03 janvier 2023 ont été publiés et affichés, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 33 jours consécutifs du 26 décembre 2022 au 27 janvier 2023 inclus de la commune de THERVAY dans le département du Jura et de la commune de MALANS dans le département de la Haute-Saône ;
- VU** les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 février 2023 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Saône en date du 18 avril 2023 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Jura en date du 25 avril 2023 ;

VU le document établi le 15 mai 2023 par le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

CONSIDERANT QUE les périmètres de protection et prescriptions définis dans les arrêtés n°560 du 7 juin 1991 et n°523 du 18 juin 1992 ne sont plus adaptés au regard notamment des études hydrogéologiques complémentaires réalisées en 2016 ;

CONSIDERANT QU'il convient de protéger les ressources en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour du puits de captage de Thervay ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures du Jura et de la Haute-Saône :

ARRESENT

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{ER} – ABROGATION

Les arrêtés préfectoraux cités ci-dessous sont abrogés :

- Arrêté n°560 du 7 juin 1991 : Commune de THERVAY - Arrêté instaurant des périmètres de protection du puits de captage au lieu-dit « Sous la Vavre » - Déclaration d'Utilité Publique et de Cessibilité ;
- Arrêté complémentaire n°523 du 18 juin 1992 : Commune de THERVAY – Arrêté instaurant des périmètres de protection du puits de captage au lieu-dit « Sous la Vavre » - Déclaration d'Utilité Publique et de Cessibilité.

ARTICLE 2 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du puits de captage de Thervay, situé sur la commune de THERVAY, conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de l'ouvrage de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et la qualité de l'eau.

ARTICLE 3 – AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du puits de captage de Thervay, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 4 - CAPACITE DE POMPAGE – DEBIT CAPTE AUTORISE

Le volume maximal de prélèvement autorisé sur le puits de captage est le suivant :

- Débit de prélèvement horaire : 120 m³/heure
- Débit de prélèvement journalier : 1 500 m³/jour
- Débit de prélèvement annuel : 438 000 m³/an

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE

Le puits de Thervay se situe dans la vallée de l'Ognon entre la commune de Malans au nord et la commune de Thervay au sud-est. Ce dernier fait 3 mètres de diamètre et 7,4 mètres de profondeur. Il capte l'eau dans la nappe de l'Ognon par l'intermédiaire de 4 drains rayonnants longs de 17 à 22 mètres. L'ouvrage est équipé d'une pompe immergée de capacité maximale de 120 m³/heure. Il est surélevé d'un tertre de 2 mètres de haut, sur lequel est aménagé le bâtiment d'accès au puits. L'eau pompée est refoulée jusqu'à la station de pompage et de traitement située non loin du puits.

Localisation du puits de Thervay :

Commune de THERVAY, au lieu-dit « Sous la Vavre », sur la parcelle n° 7 - section YP

Identifiant national BSS : BSS001JDEA (ancien code : 05013X0023/P)

Coordonnées Lambert 93 : X : 896 128 Y : 6 687 396 Z : 193 m

ARTICLE 6 – INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres.

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 7 – PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du puits de captage de Thervay.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 7.1 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Ce périmètre est constitué par des terrains appartenant en pleine propriété au Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU. Il doit rester propriété de la collectivité.

Afin d'empêcher efficacement l'accès du périmètre de protection immédiate à des tiers, ce périmètre est clos et matérialisé par une clôture et munie d'une porte fermant à clé. Son accès est interdit au public.

Les trappes et autres moyens d'accès à l'ouvrage de captage doivent être verrouillées et étanches.

Ce périmètre devra rester verrouillé et sera interdit à tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de captage. Il n'y sera fait usage d'aucun désherbant, la croissance des végétaux n'étant limitée que par la taille.

Ce périmètre devra être maintenu fauché régulièrement à la diligence du syndicat.

L'ouvrage de captage doit être maintenu en bon état et nettoyé régulièrement.

Les opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages doivent être consignées dans un carnet sanitaire, permettant d'en assurer la traçabilité (date, nature des travaux, opérateur, ...).

Le bon état et l'étanchéité de la canalisation transportant l'eau brute du captage à la station de traitement doivent être contrôlés régulièrement.

Article 7.2 – PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans ces zones, les activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau seront recensées et régulièrement contrôlées, pour, le cas échéant, mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Prescriptions générales :

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone inconstructible.
- Dans ce périmètre, les prairies permanentes existantes et les parcelles boisées seront maintenues.
- Les zones de friche seront maintenues en friche ou reconverties en bois ou prairies permanentes.

Un suivi pour le raisonnement des pratiques agricoles, principalement des produits phytosanitaires, devra être mis en place par le Syndicat de manière annuelle.

Le périmètre de protection rapprochée du puits de captage de Thervay est subdivisé en 3 sous-périmètres, respectivement dénommés PPR A, PPR B et PPR C, dans lesquels les prescriptions suivantes devront être respectées :

PPR A

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- Les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation d'excavations diverses susceptibles de porter atteinte au réservoir aquifère tels que les carrières, les plans d'eau ou les forages ou puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoirs ou canalisations enterrés d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de réseau de drainage ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine ;
- les dépôts sur sol nu d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumières et d'engrais artificiels sur sol nu ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- l'épandage de fumure organique liquide (lisiers et purins) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ;
- les terrains de camping.

Activités réglementées :

❖ **Pratiques agricoles**

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Épandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée, les épandages de fumiers sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 35 mètres des limites du périmètre immédiat, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (>20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 120 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Implantation d'un couvert végétal d'hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte. En zone inondable, l'absence de couvert hivernal sera tolérée.

❖ **Exploitation forestière**

Les parcelles boisées concernées par le PPR A doivent conserver leur vocation forestière.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir toute forme de pollution par les hydrocarbures. Seul le ravitaillement en carburant des petits engins utilisés (débroussailleuses, tronçonneuses) est autorisé dans le PPR A, avec un transport jusqu'à 10 litres d'hydrocarbures dans des bidons appropriés.

❖ **Chemin d'accès au puits de captage de Thervay**

Le stationnement d'engins motorisés agricoles ou forestiers sur le chemin d'accès au puits de captage de Thervay situé dans le PPR A sera interdit.

❖ **Entretien des voiries et autres infrastructures de transport**

Le défrichement et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le PPR A sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

❖ **Puits**

Les deux puits (P1 et P2) recensés dans les limites du PPR A doivent satisfaire aux prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits définis dans les arrêtés du 11 septembre 2003 et faire l'objet d'un entretien régulier, de façon à limiter les possibilités d'infiltration d'eaux de ruissellement vers la nappe.

PPR B

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- Les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation d'excavations diverses susceptibles de porter atteinte au réservoir aquifère tels que les carrières, les plans d'eau ou les forages ou puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoirs ou canalisations enterrés d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de réseau de drainage ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine ;
- les dépôts sur sol nu d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels sur sol nu ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- l'épandage de fumure organique liquide (lisiers et purins) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- les terrains de camping.

Activités réglementées :

❖ Pratiques agricoles :

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Epandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée, les épandages de fumiers sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (>20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 150 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Implantation d'un couvert végétal d'hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte.

❖ Exploitation forestière :

Les parcelles boisées concernées par le PPR B doivent conserver leur vocation forestière.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir toute forme de pollution par les hydrocarbures. Seul le ravitaillement en carburant des petits engins utilisés (débroussailleuses, tronçonneuses) est autorisé dans le PPR B, avec un transport jusqu'à 10 litres d'hydrocarbures dans des bidons appropriés.

❖ **Entretien des voiries et autres infrastructures de transport**

Le défrichement et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le PPR B sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

PPR C

Activités interdites :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits, sauf extension ou modification d'installations autorisées existantes, les équipements ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- Les constructions de toute nature autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation d'excavations diverses susceptibles de porter atteinte au réservoir aquifère tels que les carrières, les plans d'eau ou les forages ou puits autres que ceux liés à l'exploitation ou à la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine ;
- l'extraction de matériau alluvionnaire, les exhaussements et affouillements de sol ;
- l'installation de réservoirs ou canalisations enterrés d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- la création de réseau de drainage ;
- la réalisation de réseau de drainage ;
- les canalisations autres que celles nécessaires au transport des eaux destinées à la consommation humaine ;
- les dépôts sur sol nu d'immondices, ensilage, déchets ménagers, agricoles et industriels ;
- l'entrepôt des déchets et des matières fermentescibles ainsi que la création même momentanée de stockages de fumiers et d'engrais artificiels sur sol nu ;
- l'épandage de matières de vidange et de boues de station d'épuration ;
- les terrains de camping.

Activités réglementées :

❖ **Pratiques agricoles**

Les dispositions du code de bonnes pratiques agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais ainsi que les produits phytosanitaires apportées doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Épandages de fumures organiques et minérales

Engrais organiques :

Sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée, les épandages de fumures organiques (fumier, purin, lisier) sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (>20 cm) ;

- les épandages doivent être réalisés en période favorable. Aucun épandage ne sera effectué sur sol gelé, enneigé, en période de forte pluie ou sur des sols présentant une pente supérieure à 7 %.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 170 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).
- Implantation d'un couvert végétal d'hiver pour limiter les risques de lessivage après récolte. En zone inondable, l'absence de couvert hivernal sera tolérée.

❖ **Limitation de l'utilisation de produits phytosanitaires**

Les formulations utilisant les matières actives Bentazone, Métolachlore ou S-Métolachlore sont interdites.

Sur l'ensemble du PPR C, les parcelles de S.A.U. en herbe, identifiées comme telles dans la carte relative à l'assolement du PPR C présente en annexe, devront rester en herbe. Les parcelles de S.A.U. cultivées devront être conduites avec une réduction de 30 % de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) régional de référence pour les herbicides et 50 % de l'IFT régional de référence pour les fongicides et les insecticides.

Les traitements doivent être raisonnés et réalisés avec des équipements précis et performants.

La réduction de l'utilisation des phytosanitaires est un principe de gestion sur la totalité des parcelles du PPR C (cahier de traitement, plan de protection des cultures, respect des interdictions d'utilisation de certaines molécules).

L'utilisation des herbicides est restreinte aux usages pour lesquels il n'existe aucune autre alternative en matière de désherbage ou de lutte contre les adventices.

Sont concernés les usages agricoles et non agricoles (particuliers ou collectivités).

En fonction des résultats obtenus par le contrôle sanitaire, des mesures de restriction ou d'interdiction d'usage pourraient être prises.

❖ **Exploitation forestière**

Les parcelles boisées concernées par le PPR C doivent conserver leur vocation forestière.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir toute forme de pollution par les hydrocarbures. Seul le ravitaillement en carburant des petits engins utilisés (débroussailleuses, tronçonneuses) est autorisé dans le PPR C, avec un transport jusqu'à 10 litres d'hydrocarbures dans des bidons appropriés.

❖ **Entretien des voiries et autres infrastructures de transport**

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le PPR C sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

ARTICLE 8 – PUBLICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection rapprochée ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargé d'effectuer ces formalités. Elle conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 9 – DELAIS DE MISE EN CONFORMITE

Comblement par des matériaux inertes des piézomètres Pz1 à Pz7, réalisés en 2016 dans le cadre de l'étude hydrogéologique complémentaire sur l'ouvrage et la nappe, dans un délai de 1 an à compter de la date de signature de cet arrêté.

Dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 6 dans un délai de 1 an, en ce qui concerne les dépôts, activités et installations existant à la date de cet arrêté.

ARTICLE 10 – RESPECT DES SERVITUDES – SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 11 – ALTERATION DE LA QUALITE DE LA RESSOURCE

En cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau pour son usage « eau potable », la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

ARTICLE 12 – MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Droit de préemption urbain (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui

entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 13 – MODALITES DE LA DISTRIBUTION – TRAITEMENT DE L'EAU

L'eau du puits subit un traitement de déferrisation, déminéralisation puis de désinfection au chlore gazeux à la station de pompage et de traitement de Thervay avant d'alimenter les réseaux Haut-Service et Bas-Service du syndicat. Une post-chloration est également effectuée sur le réseau Bas-Service (réservoir de Cléry).

Un traitement au charbon actif est mis en place afin de rétablir la qualité de l'eau vis-à-vis des pesticides et de leurs métabolites. Ce traitement curatif sera maintenu jusqu'à ce que la qualité de l'eau brute soit rétablie de manière pérenne.

Le Syndicat Intercommunal des eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU est autorisé à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du puits de captage de Thervay, dans le respect des modalités suivantes :

- l'eau brute, avant distribution, fait l'objet d'une désinfection permanente.
- au lieu de mise en distribution, les eaux du puits de captage de Thervay respectent en permanence les exigences de qualité fixées par le code de la santé publique pour le paramètre turbidité :
 - *Limite de qualité :* inférieure à 1,0 NFU ;
 - *Référence de qualité :* inférieure à 0,5 NFU.
- le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Seuls peuvent être utilisés les produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du préfet.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

Rendement du réseau de distribution :

Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution. Il met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. **Un objectif de rendement minimal de 70% est fixé.**

ARTICLE 14 – SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

Surveillance

Le Syndicat Intercommunal des eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau qui comprend notamment :

- *l'examen régulier des installations,*
- *un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,*
- *la tenue d'un fichier sanitaire consignait l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.*

Les résultats sont tenus à la disposition du directeur général de l'agence régionale de santé qui est également informé de tout incident susceptible d'avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU prévient l'agence régionale de santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Contrôle

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres et des servitudes.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

- Les captages devront être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute avant tout traitement.
- Les installations de traitement de l'eau doivent être équipées d'un robinet de prise d'échantillon de l'eau mise en distribution.
- Les agents de l'agence régionale de santé et du laboratoire agréé ont constamment libre accès aux installations autorisées.
- Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 16 – INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public, au siège du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU :

- l'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- leur interprétation sanitaire faite par l'agence régionale de santé ;
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'agence régionale de santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 – RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU, bénéficiaire de la présente autorisation, veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Il pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds disponibles sur le budget annexe dont il pourra disposer que des emprunts qu'il pourra contracter ou des subventions qu'il sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 – DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation et participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié aux maires des communes de THERVAY et de MALANS en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Le Syndicat et les communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées. Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 – RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 21 – MESURES EXECUTOIRES

- La secrétaire générale de la préfecture du Jura,
- Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône,
- Le président du Syndicat Intercommunal des Eaux de MONTMIREY-LE-CHÂTEAU,

- Le maire de la commune de THERVAY,
- Le maire de la commune de MALANS,
- Le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne - Franche-Comté,
- Le directeur départemental des territoires du Jura,
- Le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne - Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures du Jura et de Haute-Saône, et dont une mention sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

Par ailleurs, une copie conforme sera adressée pour information au :

- Président du Conseil départemental du Jura ;
- Président du Conseil départemental de la Haute-Saône ;
- Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
- Président de la Chambre d'agriculture de la Haute-Saône ;
- Directeur régional de l'Office national des Forêts ;
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Chef du service départemental de l'Agence française pour la biodiversité du Jura ;
- Chef du service départemental de l'Agence française pour la biodiversité de la Haute-Saône ;


Lons-le-Saunier, le 27 juin 2023

Le préfet
du Jura



Serge CASTEL

Le Préfet
de la Haute-Saône
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Michel ROBQUIN



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités territoriales
et de la coordination interministérielle**

Bureau de la coordination interministérielle

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Réunion du 18 avril 2023

Le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) s'est réuni le 18 avril 2023 à 14h30, à la préfecture de la Haute-Saône, salle des Commissions du secrétariat général, sous la présidence de Mme Cécile LECLERCQ-POULIN, Directrice des collectivités territoriales et de la coordination interministérielle de la préfecture, représentant le Préfet.

• **Assistaient à cette réunion :**

MM.	ALEXANDRE BALLEVRE COULIN LARRERE RICHARD RUFFONI	président de la fédération de pêche 70 chambre de commerce et d'industrie maire de Châtenois chambre des métiers et de l'artisanat conseiller départemental chambre d'agriculture
Mmes	GIRAUD LAVILLE RONDEAU	représentant le directeur départemental des territoires représentant le directeur général de l'agence régionale de santé représentant le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (volet ICPE)
M.	VILLEDIEU	représentant le directeur départemental des services d'incendie et de secours

• **Ont donné mandat :**

Mme MEYNADIER (DREAL) au représentant de la DDT,
M. DUMAINE (services des sécurités) au représentant du SDIS,

M. GROSJEAN (maire de Ternuay) à M. COULIN (maire de Châtenois),
M. CORRADINI (Fédération de l'environnement 70) au président de la fédération de pêche 70.

• **Étaient excusés :**

M. SIMONEL (médecin),
M. ORY (OFB),
M. DA SILVA (architecte).

• **Assistaient également à cette réunion :**

Mme PRAINITO-PERSELLO (ARS - UTSE 39),
Mme SCHUMMER (bureau de la coordination interministérielle de la préfecture).

Le compte-rendu de la réunion du 23 novembre 2022 est approuvé sans observation.

ORDRE DU JOUR

1. **Syndicat des eaux de Montmirey-le-Château (39) – demande d'autorisation de produire et distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine et établissement des périmètres de protection autour du puits de Thervay.**
2. **M. Gauthier HANNECARD – demande d'autorisation d'utiliser, en vue de la consommation humaine, de l'eau prélevée dans un captage privé sur la commune de Gézier-et-Fontenelay.**

1. **Syndicat des eaux de Montmirey-le-Château (39) – demande d'autorisation de produire et distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine et établissement des périmètres de protection autour du puits de Thervay.**

Rapporteur : ARS UTSE 39 – Mme PRAINITO-PERSELLO (en visio)

Il s'agit d'un dossier relatif à la révision des périmètres de protection d'un puits de captage d'eau potable, situé dans le département du Jura sur la commune de Thervay, dont les périmètres de protection vont s'étendre sur le département de Haute-Saône sur la commune de Malans. Le CODERST de Haute-Saône est donc consulté ce jour sur le projet d'arrêté interpréfectoral et le CODERST du Jura le sera le mardi 25 avril 2023.

Ce puits de captage alimente en eau destinée à la consommation humaine le SIE de Montmirey-le-Château, soit 14 communes et 3785 habitants.

Le Syndicat exploite ses installations en régie directe. Son réseau est interconnecté avec les réseaux des communes d'Offlanges, de Brésille (70) (vente en gros) et du SIE du Val de l'Ognon, cette interconnexion permettant une sécurisation à la fois quantitative et qualitative.

Le puits de Thervay est quantitativement suffisant pour répondre aux besoins du syndicat. Concernant le rendement du réseau, ce dernier était de 84,1 % en 2020, conforme à l'objectif de rendement minimal de 70 % fixé dans le projet d'arrêté à l'article 13.

Sur l'aspect quantitatif :

Le volume horaire de prélèvement autorisé dans le projet d'arrêté à l'article 4 correspond à la capacité maximale de la pompe installée au puits de 120 m³/heure. Les débits journaliers et annuels ont été fixés à 1 500 m³/jour et 438 000 m³/an en prenant en compte l'augmentation prévisible de la population. Ces prélèvements ne sont soumis ni à déclaration ni à autorisation au titre du Code de l'environnement et sont conformes et compatibles avec les objectifs et mesures du SDAGE Rhône Méditerranée et du Plan de Gestion des Risques Inondation.

Sur l'aspect qualitatif :

Les eaux brutes du puits de Thervay présentent une contamination bactériologique faible et une turbidité élevée. Les concentrations en nitrates sont faibles, entre 2 et 3 mg/L. S'agissant des pesticides, depuis 2018 sont détectés des métabolites comme les Métolachlore ESA, OXA et NOA à des teneurs supérieures à la limite de qualité pour les pesticides et métabolites pertinents sur les eaux traitées.

Les eaux subissent à la station de traitement une filtration sur sable pour la déferrisation puis pour la déminéralisation. Depuis septembre 2022, elles subissent une filtration supplémentaire au charbon actif pour les pesticides.

Depuis la mise en place de ce traitement complémentaire, les quatre analyses réalisées sur eaux traitées ont démontré l'absence de pesticides.

Concernant l'ouvrage de captage de Thervay :

Le puits est en bon état et son accès est sécurisé. Il ne nécessite pas de travaux de sécurisation.

L'article 9 du projet d'arrêté demande le comblement des piézomètres Pz1 à Pz7 mis en place dans le cadre de l'étude hydrogéologique présents dans les périmètres. Le comblement devra être réalisé dans un délai d'un an à compter de la signature de l'arrêté.

S'agissant de la mise en place des périmètres de protection : deux types de périmètres ont été définis par l'hydrogéologue agréé sur l'ensemble du bassin d'alimentation du puits de Thervay (102 ha) :

Un périmètre de protection immédiate (PPI) autour du puits de captage, pour lequel le syndicat est déjà propriétaire. Le PPI est entièrement clôturé et muni d'un portail. Etant en secteur inondable, la clôture est de type barbelé 4 rangs.

Trois périmètres de protection rapprochée (PPR A, B et C) :

- le PPR A s'étend sur les communes de Thervay et Malans sur environ 41,3 hectares ;
- le PPR B s'étend sur la commune de Thervay sur environ 6,5 hectares ;
- le PPR C concerne les communes de Thervay et Malans et fait environ 54,2 hectares.

Les 3 PPR concernent exclusivement des parcelles agricoles. La définition des prescriptions (notamment sur l'utilisation des produits phytosanitaires) ont fait l'objet de 4 réunions de concertation avec les agriculteurs concernés.

Sur la consultation des services :

La DREAL, les DDT du Jura et de Haute-Saône ainsi que la Chambre d'Agriculture du Jura ont émis un avis favorable. La Chambre d'Agriculture de Haute-Saône a émis un avis réservé considérant l'avis de la Chambre d'agriculture du Jura.

Concernant l'enquête publique :

148 observations ont été formulées traduisant la forte mobilisation du milieu associatif local et d'une partie de la population sur ce dossier. A noter que l'enquête a fait l'objet d'une prolongation et qu'une réunion publique a été organisée le 25 janvier 2023.

Le commissaire enquêteur a émis, le 11 février 2023, un avis favorable au projet assorti d'une réserve concernant l'organisation d'une réunion annuelle entre le syndicat des eaux, le milieu associatif, les exploitants agricoles concernés par les périmètres et les services de l'État. Cet avis est également assorti d'une recommandation concernant le comblement partiel du fossé profond situé au pied du coteau afin que la couverture argileuse imperméable du sol joue pleinement son rôle.

Avis ARS :

- **sur la réserve** : cette réunion annuelle pourrait tout à fait s'inscrire dans le cadre du suivi annuel des pratiques agricoles demandé au syndicat à l'article 7.2 du projet d'arrêté inter-préfectoral ;
- **sur la recommandation** : l'ARS préconise en premier lieu de réaliser un diagnostic du fossé afin de vérifier si ce dernier est surcreusé. Selon ce diagnostic, un comblement pourrait être envisagé.

Au regard des éléments énoncés ci-dessus, l'ARS propose un avis favorable.

En visio-conférence, M. PERRINET (président du syndicat) accompagné de M. MAITROT (vice-président) et Mme TERNET (chargée d'exploitation) ne formule aucune observation sur le projet d'arrêté inter-préfectoral. Il s'interroge toutefois sur la pertinence du comblement des piézomètres lesquels pourraient être utiles en cas d'études ultérieures.

Mme PRAINITO-PERSELLO précise que cette prescription a été formulée par l'hydrogéologue agréé. S'ils devaient être conservés, les piézomètres devront être protégés, fermés et rendus étanches.

Mme LECLERCQ-POULIN estime que ces piézomètres pourraient être gérés en fonction de la maîtrise foncière.

Mme LAVILLE confirme qu'il s'agit d'une prescription habituelle afin d'éviter tout risque de dégradation et de pollution accidentelle.

A une question de Mme LECLERCQ-POULIN s'agissant de la réunion annuelle prescrite au syndicat, Mme PRAINITO-PERSELLO indique que le projet d'arrêté prévoit un suivi annuel pour le raisonnement des pratiques agricoles. En l'occurrence, le travail préalable a été réalisé par la Chambre d'agriculture du Jura y compris avec les exploitants hauts-saônois ; ceci étant rien ne s'oppose à ce que la Chambre d'agriculture soit conviée.

M. RUFFONI fait remarquer la différence des prescriptions dans les périmètres de protection entre la Haute-Saône et le Jura ; l'ARS 39 semble d'après lui plus favorable aux exploitants notamment en matière d'épandage d'effluents solides.

M. PERRINET précise que seul l'épandage de fumier est autorisé dans le PPRc, l'épandage de lisier y est interdit.

M. BALLEVRE s'interroge sur l'entretien du traitement complémentaire (filtre à charbon) mis en place par le syndicat.

M. PERRINET répond qu'en complément du contrôle sanitaire réalisé par l'ARS, le syndicat effectue un auto-contrôle mensuel permettant de connaître le taux de saturation du filtre.

A une question de M. ALEXANDRE sur l'autorisation des pesticides dans le PPRc, Mme PRAINITO-PERSELLO indique que dans ce périmètre le temps de transfert est beaucoup plus long. Elle ajoute qu'il s'agit d'un consensus issu de plusieurs réunions de concertations entre les différents acteurs et que les exploitants en place ont de leur propre initiative décidé de la remise en herbe des parcelles situées dans le PPRc (subsistent 2 parcelles cultivables en rotation longue).

M. PERRINET confirme que les exploitants se sont engagés dans la démarche de certification HVE 3 (Haute Valeur Environnementale).

M. RUFFONI souligne la nécessité de prendre en compte les exploitants en place.

Mme LECLERCQ-POULIN note effectivement que ce travail de fond a permis de prendre en considération les différents enjeux inhérents à ce dossier.

Le CoDERST émet un avis favorable par 13 voix pour et 2 voix contre (MM. ALEXANDRE et CORRADINI ; M. CORRADINI ayant donné mandat à M. ALEXANDRE) sur le projet d'arrêté inter-préfectoral portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection du puits de captage de Thervay et portant autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

2. M. Gauthier HANNECARD – demande d'autorisation d'utiliser, en vue de la consommation humaine, de l'eau prélevée dans un captage privé sur la commune de Gézier-et-Fontenelay.

Rapporteur : ARS – Mme LAVILLE.

M. Gauthier HANNECARD souhaite alimenter, avec une ressource en eau privée, une brasserie située sur la commune de Gézier-et-Fontenelay, au hameau de Fontenelay.

La source est implantée dans un coteau boisé ; une servitude est accordée à M. HANNECARD.

Le captage est constitué d'un ouvrage voûté, maçonné et équipé d'une porte fermant à clé. L'eau s'écoule gravitairement jusqu'à la brasserie où elle est filtrée puis désinfectée par rayonnement ultraviolet.

Les débits de la source sont inconnus.

A terme, les besoins en eau sont évalués à 2,5 m³/mois soit 30 m³/an. L'autorisation de prélèvement portera donc sur ce débit maximal.

L'hydrogéologue agréé, consulté sur cette demande, émet un avis favorable sous réserve :

- de laisser en permanence libre accès à l'ouvrage de captage aux services de contrôle ;
- de protéger la source en créant un périmètre de protection permettant de délimiter une zone de protection de 10 m x 10 m ;
- de clôturer ce périmètre et l'entretenir régulièrement ;
- de rendre la porte du captage étanche et installer un trop-plein dont l'extrémité sera équipée d'un grillage fin ;
- d'envisager de créer un bac de décantation à l'intérieur du captage, à l'amont du passage de l'eau dans la crépine ;
- d'entretenir régulièrement les installations en réalisant un nettoyage et une désinfection de l'ouvrage de captage et du réseau au minimum une fois par an.

Ces prescriptions sont intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral.

L'ARS propose un avis favorable.

M. HANNECARD n'est pas présent.

A une question de Mme LECLERCQ-POULIN, Mme LAVILLE confirme que les installations font l'objet d'un contrôle sanitaire (2 analyses de routines par an + 1 sur le captage tous les 10 ans) et qu'un programme d'inspection est également prévu.

M. RUFFONI s'étonne du faible prélèvement sollicité par le pétitionnaire.

Mme LAVILLE précise qu'il s'agit d'une micro-brasserie (au sein de l'habitation) et que ce n'est pas l'activité principale de l'exploitant. Celui-ci n'a pas estimé avoir besoin de plus de 30 m³ d'eau par an. Elle ajoute par ailleurs qu'il est techniquement difficile de mettre en place des compteurs, car la ressource alimente également le hameau.

M. VILLEDIEU attire l'attention sur la présence de locaux à sommeil et éventuel ERP. Vérification faite après la séance, Mme LAVILLE a précisé que M. HANNECARD n'est pas propriétaire du Domaine de Fontenelay qui propose effectivement des chambres et appartements à louer. Cet établissement n'est pas connu par l'ARS d'un point de vue administratif.

Le CoDERST émet un avis favorable à l'unanimité au projet d'arrêté préfectoral autorisant l'utilisation en vue de la consommation humaine de l'eau prélevée dans un captage privé pour alimenter la brasserie Belgo-Comtoise sur la commune de Gézier-et-Fontenelay.

La Présidente,



Cécile LECLERCO-POULIN.

**COMPTE-RENDU DU
C. O. D. E. R. S. T.**

Réunion du 25 avril 2023

Le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) s'est réuni le mardi 25 avril 2023 à la préfecture du Jura, sous la présidence de Mme Elisabeth SEVENIER-MULLER, secrétaire générale de la préfecture du Jura.

Etaient présents :

- M. Florian LUCCI, représentant l'Unité InterDépartementale de la DREAL- BFC ;
- M. Sylvain LAUX, représentant de la Direction Départementale et des Territoires ;
- Mme Françoise ZERWETZ, cheffe du service de l'eau, des risques, de l'environnement et de la forêt de la DTT ;
- Mme Linda NOURRY, représentant l'ARS ;
- M. Gilbert BLONDEAU, conseiller départemental du canton de Saint-Laurent-en-Grandvaux ;
- M. Michel BLASER, maire de Maisod ;
- M. Guy DURAND, représentant JNE ;
- M. Sylvain POLTURAT, représentant la FJPPMA ;
- Mme Anne RUBIN, représentant la chambre de métiers et de l'artisanat du Jura ;
- M. Emmanuel FERREUX, représentant la chambre d'agriculture du Jura ;
- M. Nicolas CHARLES DE FRANCE, lieutenant représentant le SDIS du Jura ;
- M. Jacky MANIA, en qualité d'hydrogéologue agréé, membre de la commission.

Etaient excusés :

- Mme Soizick GUERN, représentant la DREAL-BFC ;
- Mme Maryline MIKALEFF, représentant la DDETSPP (mandat donné à la DDT) ;
- M. Franck DAVID, conseiller départemental ;
- Mme Sandrine GAUTHIER PACOUD, maire de Mesnois (mandat donné à M. le maire de Maisod) ;
- M. Etienne ROUGEAUX, maire de Ecleux ;
- M. Bernard MONAMY, représentant l'UDAF (mandat donné à M. Jacky MANIA) ;
- M. Daniel LEPRE, représentant la CCI du Jura ;
- M. Grégoire JAY, représentant le SIDEC du Jura ;
- Mme Claire GIRARDIN, représentant le CDOM ;
- Mme Valérie COLIN, représentant la CARSAT ;
- Mme le docteur Claire GIRARDIN-THIEBAUT, représentant l'ordre des médecins ;
- Mme Françoise POZET, cheffe de mission santé animale au LDA39 à Poligny.

Assistaient également à la réunion :

- M. Michel COUTROT, directeur de la citoyenneté et de la légalité ;
- Mme Florence GRESSET, adjointe à la cheffe du BRGAE ;
- M. Vivien GÉRARD, agent en charge du débat public au sein du BRGAE ;
- Mme Charlotte SARRAZIN, agent en charge du débat public au sein du BRGAE.

Le quorum étant atteint, la présidente de la commission ouvre la séance.

Dossier n°1 : Révision de la déclaration d'utilité publique relative à la mise en place des périmètres de protection du puits de Thervay qui alimente en eau potable le SIE de Montmirey le Château.

Pétitionnaire : SIE Montmirey le Château

Présentation : ARS

Mme NOURRY entame la présentation du dossier. Elle précise que ce dossier est déjà passé en CODERST de la Haute-Saône le 18 avril 2023 avec un avis favorable.

Le puits de captage de Thervay se situe au nord-ouest du bourg de la commune de Thervay, en rive gauche de l'Ognon.

Le puits mesure 3 mètres de diamètre pour une profondeur de 7,4 mètres. La zone d'alimentation du captage a été définie selon l'isochrone 50 jours, qui correspond à la distance à laquelle l'eau présente dans le sous-sol mettra 50 jours pour atteindre le puits. Cette durée de 50 jours correspond au temps de dégradation naturelle des pollutions organiques.

Les eaux produites et distribuées par le SIE de Montmirey-le-Château sont de très bonne qualité bactériologique.

S'agissant des détections en métabolites du (S)-Métolachlore, des actions ont été rapidement mises en place par le syndicat depuis fin 2018 pour rétablir la qualité de l'eau : convention de non-utilisation de la molécule, interconnexion avec le SIE du Val de l'Ognon afin de diminuer les concentrations retrouvées, réflexion pour la mise en place d'un traitement au charbon actif et mise en place d'un suivi renforcé de la qualité de l'eau.

L'efficacité du traitement mis en place sur l'eau issue du puits de Thervay est satisfaisante et le traitement adapté au type de ressource exploitée.

Depuis septembre 2022, les eaux du puits subissent une filtration supplémentaire au charbon actif pour les pesticides.

Les périmètres de protection et les servitudes associées ont été proposés par Monsieur Mania, hydrogéologue agréé, dans son rapport du 04 septembre 2017. Deux types de périmètres de protection ont été définis : un périmètre de protection immédiate (PPI) délimité autour du puits de captage, et trois périmètres de protection rapprochée (PPR) sur l'ensemble du bassin d'alimentation du puits de Thervay de 102 hectares. En ce qui concerne le PPR, l'objectif est de protéger le captage vis-à-vis des risques de pollution accidentelle et de la migration souterraine des substances polluantes. Ce dernier est subdivisé en 3 PPR A, B et C.

Une enquête publique a été organisée par arrêté préfectoral n° DCL/BRGAE/39 2022 du 12 décembre 2022. Suite à un besoin d'informations complémentaires de la part de la population, et en accord avec les services préfectoraux, cette dernière a été prolongée par arrêté préfectoral n°DCL/BRGAE/39 2023 du 03 janvier 2023.

Le commissaire enquêteur a émis le 11 février 2023 un avis favorable à déclarer d'utilité publique :

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du puits de captage situé sur la commune de Thervay ;
- la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du puits précité et l'institution des servitudes associées.

Cet avis est assorti d'une réserve et d'une recommandation : mettre en place, après la parution de l'arrêté préfectoral, une réunion annuelle entre le syndicat des eaux de Montmirey-le-Château, le milieu associatif, les exploitants agricoles concernés par les périmètres de protection, l'ARS et la chambre d'agriculture.

Cette rencontre annuelle aura pour but d'échanger sur la qualité de l'eau distribuée, de s'assurer de l'effectivité de l'application de l'arrêté et de régler d'éventuelles difficultés rencontrées sur le terrain.

Il faut également veiller à combler partiellement le fossé profond situé au pied du coteau afin que la couverture argileuse imperméable du sol joue pleinement son rôle.

L'ARS recommande en premier lieu de réaliser un diagnostic du fossé pour voir si ce dernier est surcreusé. Selon le diagnostic de M. MANIA, un comblement pourra être envisagé. Pour rappel, le fossé en pied de coteau récupère les eaux issues du plateau calcaire, qui fait l'objet d'interdiction en matière d'épandage organique liquide et de produits phytosanitaires. Le risque de pollution vers la nappe sera donc très faible au regard de ces interdictions.

Les questions ont porté sur :

M. DURAND demande où se situe le fossé exactement, s'étant rendu sur place, celui-ci a remarqué une zone d'érosion près d'un fossé.

Mme NOURRY situe le fossé entre le PPRA et B.

M. BLONDEAU explique que la protection des captages est une bonne chose mais qu'il existe toujours des problèmes liés aux industries qui polluent et qu'il faut y faire attention.

Madame la secrétaire générale demande par qui les analyses sont réalisées.

Mme NOURRY indique qu'un laboratoire agréé réalise les analyses, et les informations effectuées sont consultables sur le site internet de l'ARS. Elle précise également que le S-métolachlore n'est connu que depuis 2018, qu'il existait probablement avant cette date mais que les moyens de le détecter n'existaient pas avant. Elle ajoute néanmoins que le fait que le charbon actif soit efficace contre le S-métolachlore a été une bonne nouvelle.

M. MANIA précise également qu'il est préférable de surveiller les eaux de surface de l'Ognon notamment sur les herbicides. Ces derniers sont des molécules avec des temps de rémanence importants. Il ajoute également que les contrôles devraient être effectués sur 10 à 20 ans.

M. FERREUX rappelle que de nombreux agriculteurs ont remis en herbe leurs terrains, afin de permettre la fertilisation.

M. DURAND ajoute que malgré ça, 1/4 des consommations sont dues à l'activité agricole.

Entrée du pétitionnaire.

Madame la secrétaire générale invite le pétitionnaire à présenter son dossier.

Le pétitionnaire émet une réserve quant au rebouchage des piézomètres.

Mme NOURRY tout en s'appuyant du rapport de M. MANIA, rappelle l'importance de combler les piézomètres afin d'éviter les infiltrations d'eau. Elle précise que c'est une protection nécessaire.

M. MANIA précise au pétitionnaire que si son intention est de garder les piézomètres, il faudra faire des prélèvements réguliers et en garder au moins un dans une zone type industriel.

M. POLTURAT souhaite savoir si des contrôles concernant le charbon actif sont réalisés.

Le pétitionnaire effectue des contrôles mensuels, en faisant un rétro lavage. Des analyses régulières sont faites.

M. DURAND s'interroge sur les fossés et notamment s'ils drainent et souhaite connaître leur situation géographique.

Le pétitionnaire précise la présence de deux petits fossés, de 60 cm de profondeur.

Mme NOURRY ajoute qu'ils sont drainants et peu profonds, et qu'ils se situent coté Malans. Elle souhaite également revenir sur la réserve du commissaire enquêteur, concernant une réunion mensuelle avec les syndicats, et encourage le syndicat à effectuer des réunions annuelles.

M. DURAND interroge le pétitionnaire pour savoir si d'éventuels moyens sont mis en œuvre pour l'information du public, à part les réunions avec les syndicats.

M. FERREUX répond par l'affirmative concernant les agriculteurs et des réunions sont mises en place avec la population.

M. DURAND indique que la population a le sentiment qu'elle n'est pas prise en compte.

Le pétitionnaire sort.

Vote : Avis favorable à l'unanimité.

Dossier n°2 : Proposition d'arrêté préfectoral sur zones soumises à contraintes environnementales de niveau 2 pour le captage d'Ecleux.

Pétitionnaire : ZSCE Ecleux

Présentation : DDT

M. LAUX fait une présentation du projet d'arrêté. Le captage d'Ecleux est alimenté par un champ captant composé d'un seul puits dit « puits d'Ecleux ». Il est exploité par la Communauté de Commune du Val d'Amour, agissant en tant que maître d'ouvrage.

Le projet d'arrêté porte sur l'établissement d'un programme d'action définissant les mesures à promouvoir par les propriétaires et les exploitants de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage prioritaire d'Ecleux communes d'Ecleux et de Villers Farlay. Il concerne ainsi le programme d'action établi dans la zone de protection de l'aire d'alimentation des captages (AAC) d'eau potable d'Ecleux, pour restaurer la qualité des eaux brutes polluées par les pesticides.

L'arrêté fixe les objectifs à atteindre et les délais correspondants sur :

- la gestion des produits phytosanitaires. Les propriétaires et exploitants, sur l'ensemble des parcelles ou parties de parcelles situées dans la zone de protection de l'AAC sont concernés, et ce dès le début de la première saison culturale ;
- la non autorisation de l'utilisation d'herbicides à base de S-métolachlore, sur l'ensemble des terres agricoles de la zone de protection de l'AAC.

La chambre d'agriculture donne un avis favorable au projet en date du 19 décembre 2022.

Une consultation du public a eu lieu et aucune remarque n'a été faite.

Les questions ont porté sur :

M. DURAND se demande pourquoi interdire seulement le S-métolachlore. Il met en avant l'atrazine et ses métabolites.

M. LAUX répond que si d'autres molécules venaient à être découvertes, l'arrêté pourra être modifié.

Vote : la chambre d'agriculture ne prend pas part au vote ;

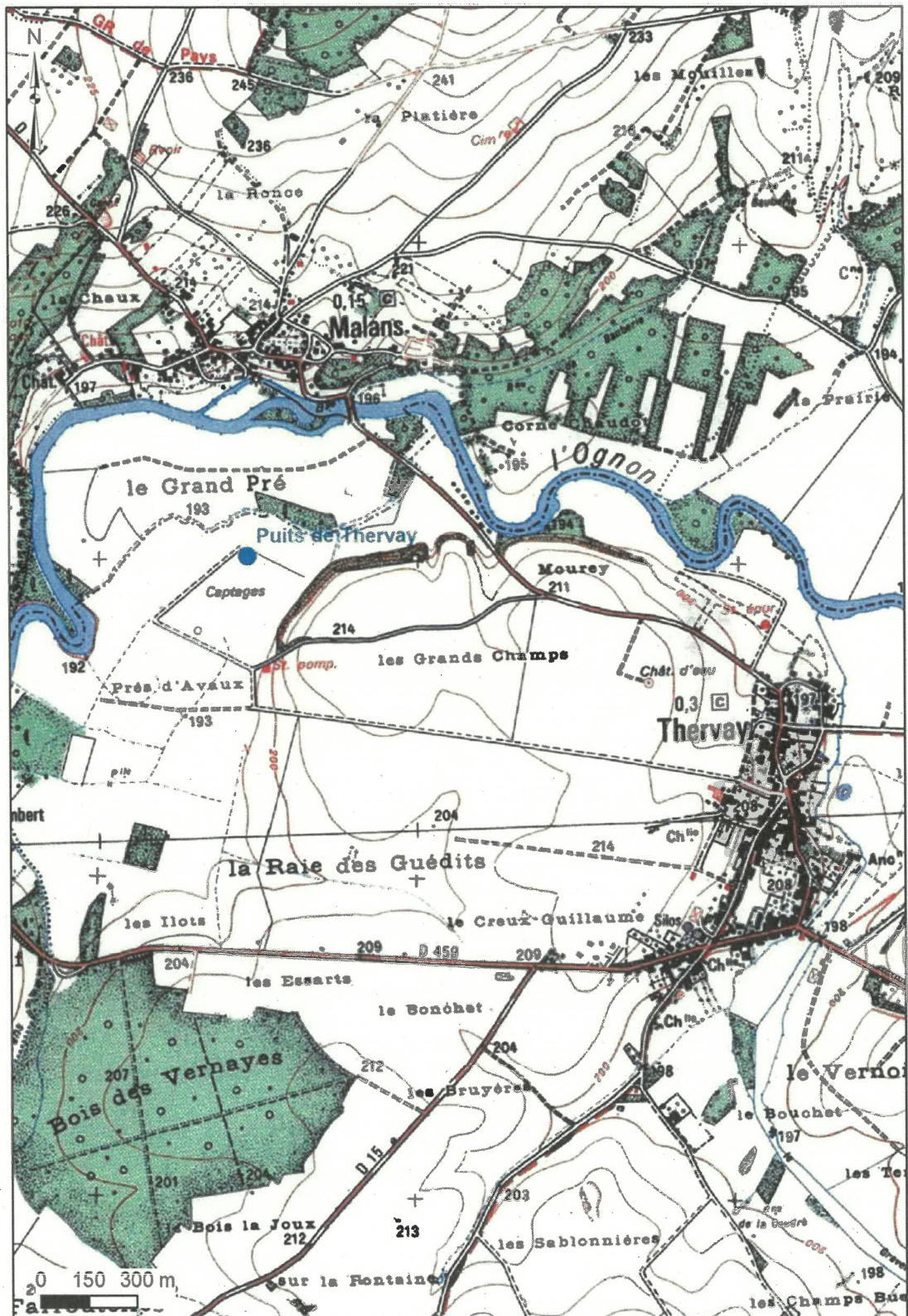
Avis favorable à l'unanimité.

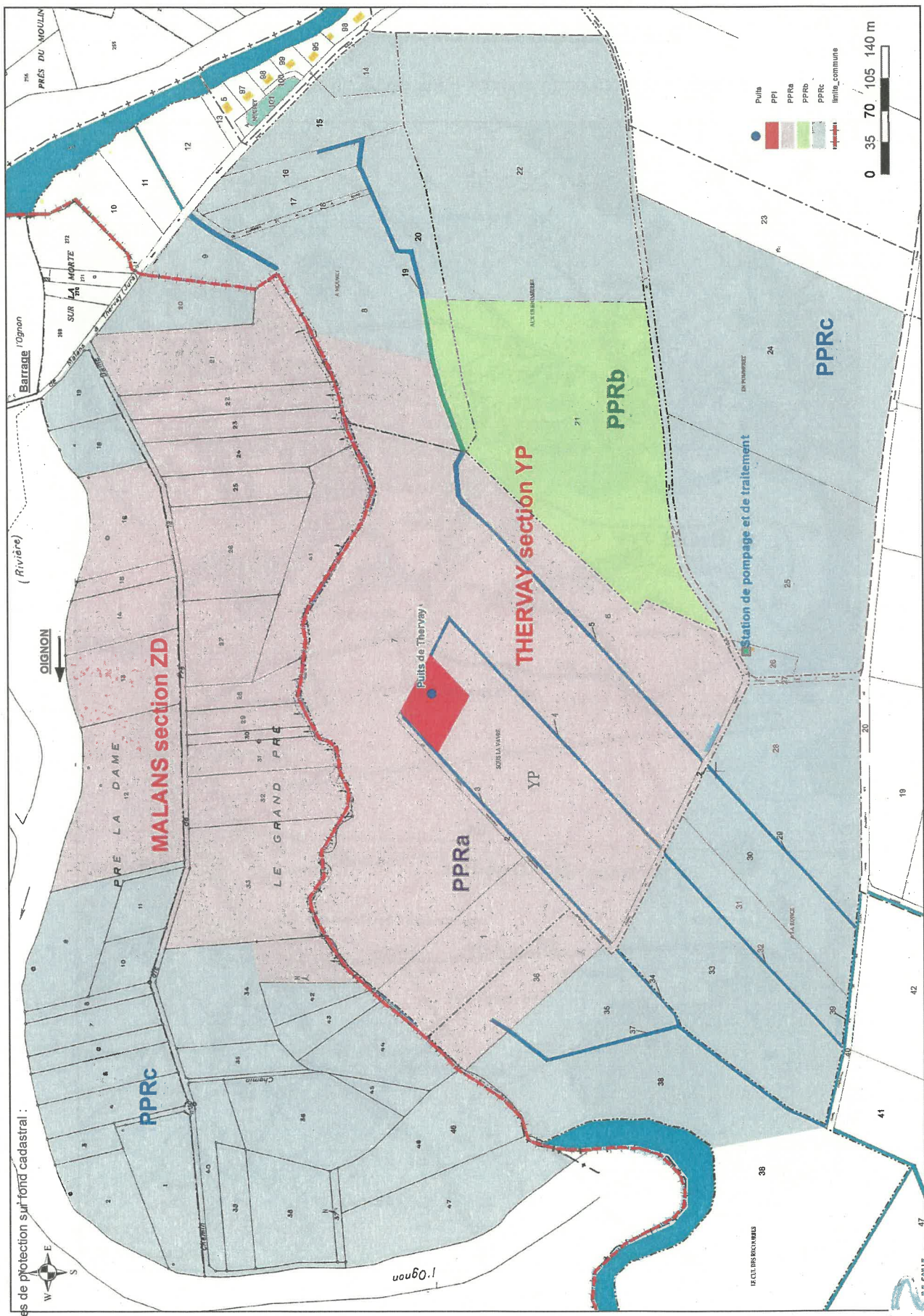
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente de séance remercie les membres présents et lève la séance.

A Lons-le-Saunier, le 12 MAI 2023


La présidente

Plan de situation du puits de captage de Thervay
du Syndicat Intercommunal des Eaux de Montmirey-le-Château





2.1 État parcellaire des Périmètres de Protection Immédiate

Commune	Dpt	section	Lieu-dit	n°	Surface totale m ²	Estimation de la surface incluse dans le périmètre m ²	Propriétaire (nom, adresse)
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	7	151 393	4 302	SIEA Montmirey-le-Château 7pl. des Cygnes 39290 THERVAY

2.2 État parcellaire des Périmètres de Protection Rapprochée PPRa

Commune	Dpt	section	Lieu-dit	n°	Surface totale m ²	Estimation de la surface incluse dans le périmètre m ²	Propriétaire (nom, adresse)
Malans	70	ZD	Pré la Dame	12	21 630	21 630	M. Paul Guillemot, 10 rue de Pesmes 70140 Malans
Malans	70	ZD	Pré la Dame	13	10 270	10 270	M. Gérard Hugon-Maire 8 rue du Château d'Eau 70140 Valay
Malans	70	ZD	Pré la Dame	14	7 240	7 240	M. Gérard Hugon-Maire 8 rue du Château d'Eau 70140 Valay
Malans	70	ZD	Pré la Dame	15	2 300	2 300	Mme Marie Cécile Blanche, Apt2 4B av; des Brichères 89 000 Auxerre
Malans	70	ZD	Pré la Dame	16	9 940	9 940	GFA Champnonnois 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	21	18 540	18 540	M. Jacques Adam, 11 rue de Pesmes 70140 Malans
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	22	6 730	6 730	M. Gilbert Cretin, 1 rte de Saligney 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	23	5 710	5 710	M. Paul Guillemot, 10 rue de Pesmes 70140 Malans
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	24	8 090	8 090	M. Jean-Pierre Guillemot, 4 rue du Cimetière 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	25	5 490	5 490	M. Alain Berard, 12 rue des Châteaux 70140 Malans
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	26	13 630	13 630	M. Hélié d'Ussel, 172 rue de l'Université 75007 Paris
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	27	8 570	8 570	M. Olivier Thiou, 16 rue des Aigeoties 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	28	4 040	4 040	M. Roger Bartholmot, 43 rue de Malans 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	29	3 480	3 480	Mme Christiane Guilley, 9 pl. des Cygnes 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	30	1 620	1 620	Mme Christiane Guilley, 9 pl. des Cygnes 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	31	10 030	10 030	M. Gilbert Jeanguyot, 157 grande Rue 70100 Battrans
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	32	21 160	21 160	M. Jean-François Guillemot, 30 rue des Combes 25420 Voujeaucourt
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	33	17 160	17 160	M. Olivier Thiou, 16 rue des Aigeoties 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	34	17 060	4 536	Jacquot Martine 9 rue du Grand Jardin 70140 Pesmes
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	41	12 470	12 470	M. Hélié d'Ussel, 172 rue de l'Université 75007 Paris
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	1	16 519	16 519	Mme Barbier Madeleine, 28 rue Michelet 90000 Belfort
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	2	4 265	4 265	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	3	1 066	1 066	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	4	1 238	1 238	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	5	1 746	1 746	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	6	25 830	25 830	SIEA Montmirey-le-Château 7pl. Des Cygnes 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	7	151 393	147 091	SIEA Montmirey-le-Château 7pl. Des Cygnes 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	A Mourey	8	32 575	11 117	M. Barbier André, 21 rue de Dijon 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	36	11 484	11 484	GFA Champnonnois 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	37	1 587	97	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
					Total PPRa :	413 089	

2.3 État parcellaire des Périmètres de Protection Rapprochée PPRb

Commune	Dpt	section	Lieu-dit	n°	Surface totale m ²	Estimation de la surface incluse dans le périmètre m ²	Propriétaire (nom, adresse)
Thervay	39	YP	Sous la Vavre	19	1 874	772	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Aux Quenessières	20	12 383	3 838	M. Barbier André, 21 rue de Dijon 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Aux Quenessières	21	60 601	60 601	M. Kuntzmann Pierre et Mme Thiou Danielle 6 av. des Vosges 67000 STRASBOURG
Total PPRb :						65 211	

État parcellaire des Périmètres de Protection Rapprochée PPRc

Commune	Dpt	section	Lieu-dit	n°	Surface totale m ²	Estimation de la surface incluse dans le périmètre m ²	Propriétaire (nom, adresse)
Thervay	39	YP	A Mourey	8	32 575	21 458	M. Barbier André, 21 rue de Dijon 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	A Mourey	9	4 655	4 655	Mme MA THOUX Hugnette (U) 16 rue de la Creuse 39290 THERVAY*
Thervay	39	YP	A Mourey	14	4 634	4 634	M. CLAIRET Marc / Mme ETIEVANT Dominique 9 B avenue des Marronniers 21240 TALANS
Thervay	39	YP	A Mourey	15	8 862	8 862	M. LACHAT Gérard / Mme ETIEVANT Marie-Josèphe 21 avenue Jacques Prévost 70140 PESMES
Thervay	39	YP	A Mourey	16	5 274	5 274	M. SIGONNEY Jean-Marie 189 A avenue Marcel Hoarau 189 A2 97490 SAINT-DENIS
Thervay	39	YP	A Mourey	17	4 870	4 870	M. THIOU Sébastien 11 rue de la Chintre 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	A Mourey	18	1 312	1 312	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	A Mourey	19	1 874	1 102	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Aux Quenessières	20	12 383	8 545	M. Barbier André, 21 rue de Dijon 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Aux Quenessières	22	68 184	68 184	M. PELOT Bernard 15 rue des Aigeottes 39290 THERVAY°
Thervay	39	YP	En Pommeret	24	60 634	60 634	Mme LANAUD Ariette 17 route de Dijon 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	En Pommeret	25	43 445	43 445	GAEC BEAUREGARD 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	En Pommeret	26	1 805	1 805	SIEA Montmirey-Le-Château 7 place des Cygnes 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	A la Ronce	27	906	906	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	A la Ronce	28	28 637	28 637	M. BIGNET Jean-Charles 21 chemin des Coulonges 39570 MONTMOROT
Thervay	39	YP	A la Ronce	29	695	695	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	A la Ronce	30	14 601	14 601	M. BIGNET Jean-Charles 21 chemin des Coulonges 39570 MONTMOROT
Thervay	39	YP	A la Ronce	31	11 605	11 605	M. BIGNET Gérard 25 rue de la Creuse 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	A la Ronce	32	793	793	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	A la Ronce	33	31 002	31 002	M. BIGNET Gérard 25 rue de la Creuse 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	34	335	335	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	35	11 927	11 927	M. CHAILLET Jacques 3 rue du Cimetière 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	37	1 587	1 490	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	38	77 231	27 839	M. CHAILLET Jacques 3 rue du Cimetière 39290 THERVAY
Thervay	39	YP	Le Cul des Recourbes	39	883	883	AF Thervay, mairie 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Pré la Dame	1	10 750	10 750	Indivision Adam charles et Micheline 11r de pesmes 70140 Malans Adam Valérie rue Turgot 21000 Dijon
Malans	70	ZD	Pré la Dame	2	7 950	7 950	Indivision Adam charles et Micheline 11r de pesmes 70140 Malans Adam Valérie rue Turgot 21000 Dijon
Malans	70	ZD	Pré la Dame	3	2 340	2 340	Berceot Jean 12 route de pesmes 70 140 Malans
Malans	70	ZD	Pré la Dame	4	6 210	6 210	Michou Jean 10 rue Lordat 65000 Tarbes
Malans	70	ZD	Pré la Dame	5	5 660	5 660	Destaing Henriette 4 rfe de Lyon 25 440 quingey
Malans	70	ZD	Pré la Dame	6	3 110	3 110	Maurice Dominique 3 rue Vanoise 70140 Pesmes
Malans	70	ZD	Pré la Dame	7	5 500	5 500	Guillemot Paul 10 rue de Pesmes 70140 Malans
Malans	70	ZD	Pré la Dame	8	1 880	1 880	Guillemot Paul 10 rue de Pesmes 70140 Malans
Malans	70	ZD	Pré la Dame	9	11 040	11 040	GFA Beaugregard 39290 Thervay









Commune	Dpt	section	Lieu-dit	n°	Surface totale m ²	Estimation de la surface incluse dans le périmètre m ²	Propriétaire (nom, adresse)
Malans	70	ZD	Pré la Dame	10	3 810	3 810	Junier Blandine 44 rue Elasa triot 39100 Dole Pelot Bernard et Danielle 15 rue des Aigeottes 39290 Thervay Pelot Nathalie 7 av de l'Observatoire 25000 Besançon
Malans	70	ZD	Pré la Dame	11	4 370	4 370	GFA Champenois 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Pré la Dame	18	4 900	4 900	Berard alain 12 rue du Château 70140 Malans
Malans	70	ZD	Pré la Dame	19	4 480	4 480	Thiou Olivier 9 rue de la Chintre 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	20	7 790	7 790	Berceot Jean 12 route de pesmes 70 140 Malans
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	34	17 060	12 524	Jacquot Martine 9 rue du Grand Jardin 70140 Pesmes
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	35	4 280	4 280	GFA de la Chevalière chez Mme Barbier Marie 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	36	14 900	14 900	Bachelu Philippe 1 chemin de montmirey 39290 Dammartin Marpain
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	37	980	980	Depraz Paul 17b rue des Aigeottes 39290 Thervay
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	38	10 610	10 610	Lejay Alain 10 rte d'Allondans 25200 Montbéliard
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	39	4 409	4 409	Bachelu Philippe 1 chemin de montmirey 39290 Dammartin Marpain
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	40	5 830	5 830	Bachelu Philippe 1 chemin de montmirey 39290 Dammartin Marpain
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	42	3 493	3 493	Jacquot Martine 9 rue du Grand Jardin 70140 Pesmes
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	43	3 676	3 676	Jacquot Martine 9 rue du Grand Jardin 70140 Pesmes
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	44	9 600	9 600	Copin Monique 33b rue Remont 78000 Versailles
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	45	1 906	1 906	Lecomte maurice 6 rue de chassey 39290 Mutigney
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	46	14 860	14 860	D'Ussel Jacques 12 rue Gallée 75016 Paris
Malans	70	ZD	Le Grand Pré	47	17 870	10 000	D'Ussel Jacques 12 rue Gallée 75016 Paris
Total PPRc :					542 351		

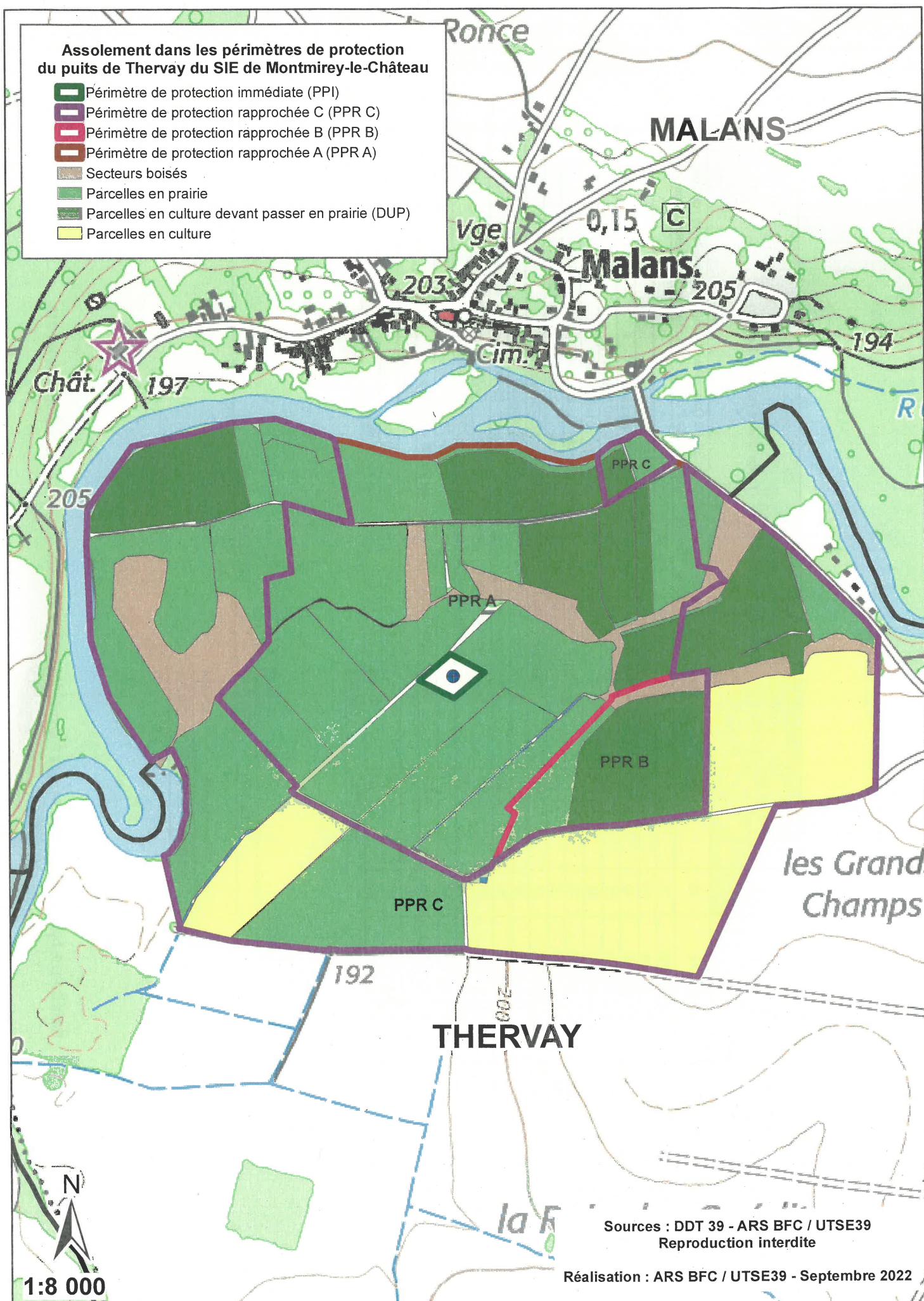
Total PPR : 1 020 651 102ha06are51ca

PPR sur Malans 369 494

PPR sur Thervay 650 274

**Assolement dans les périmètres de protection
du puits de Thervay du SIE de Montmirey-le-Château**

-  Périmètre de protection immédiate (PPI)
-  Périmètre de protection rapprochée C (PPR C)
-  Périmètre de protection rapprochée B (PPR B)
-  Périmètre de protection rapprochée A (PPR A)
-  Secteurs boisés
-  Parcelles en prairie
-  Parcelles en culture devant passer en prairie (DUP)
-  Parcelles en culture



Sources : DDT 39 - ARS BFC / UTSE39
Reproduction interdite

Réalisation : ARS BFC / UTSE39 - Septembre 2022

Contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau est réalisé par le service Santé Environnement de l'Agence Régionale de Santé

Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Si vous possédez un appareil de type adoucisseur ou purificateur d'eau, veillez à son bon entretien pour éviter une contamination microbiologique de l'eau et conservez un point d'eau non traité pour la boisson et la préparation des aliments.



Dans les habitats anciens, vérifiez qu'il ne subsiste plus de canalisations en plomb. Dans le cas contraire, laissez couler l'eau quelques instants avant de la consommer et changez les canalisations dans les meilleurs délais.

Pour les eaux désinfectées au chlore, il est nécessaire de maintenir un taux de chlore résiduel. Si vous décelez un goût de chlore mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer. Si la saveur ou la couleur de votre eau change, signalez le à votre distributeur (voir adresse facture).

Qualité 2021 de l'eau sur l'unité de distribution :

1465 SIAEP DE MONTMIREY

Maître d'Ouvrage : ADD.DU SIAEP DE MONTMIREY

Exploitant : Régie

L'eau est prélevée dans la nappe alluviale de l'Ognon puis elle subit une déferri-sation-démanganisation et une désinfection au chlore gazeux avant d'être distribuée.

Bactériologie

La présence de bactéries dans l'eau distribuée révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, du stockage ou du transport.
Limite de qualité : absence de germe.

Nombre d'analyses réalisées : 23

Nombre d'analyses non conformes : 0

Turbidité

Une eau trouble induit des désagréments pour le consommateur et nuit à l'efficacité du traitement de désinfection.
Référence de qualité : 2 NFU

Nombre d'analyses réalisées : 18

Nombre d'analyses non conformes : 0

Valeur maximale mesurée : 0,62

Nitrates

L'emploi mal maîtrisé d'engrais et les rejets domestiques peuvent provoquer une augmentation des teneurs en nitrates dans les ressources.
Limite de qualité : 50 mg/l

Nombre d'analyses réalisées : 5

Nombre d'analyses non conformes : 0

concentration moyenne : 2,6

concentration maximale : 3,3

Dureté

La dureté représente le calcium et le magnésium, paramètres ne présentant pas de risque pour la santé et qui sont présents naturellement dans l'eau de la ressource.
Référence de qualité : L'eau ne doit pas être agressive

Nombre d'analyses réalisées : 5

Valeur moyenne mesurée : 22,6

Valeur maximale mesurée : 22,8

Pesticides

La présence de pesticides dans les ressources résulte d'une contamination par les activités de protection des récoltes et de désherbage.
Limite de qualité : 0,1 µg/l

Nombre d'analyses réalisées : 10

Nombre d'analyses non conformes : 10

concentration moyenne : 0,54

concentration maximale : 0,62

CONCLUSION et AVIS SANITAIRE

L'eau distribuée sur votre réseau a présenté en 2021 :

- ▣ une très bonne qualité microbiologique.
- ▣ une turbidité faible.
- ▣ des taux de chlore satisfaisants qui permettent une bonne désinfection de l'eau.
- ▣ des teneurs en ESA- & NOA-Métolachlore supérieures à la limite de qualité et des teneurs satisfaisantes pour les autres substances toxiques.
- ▣ des teneurs en substances indésirables satisfaisantes et respectant les références de qualité.
- ▣ une dureté élevée (eau dure).

La qualité de l'eau distribuée est globalement satisfaisante.

Des dépassements de la limite pour les pesticides sont observés à la production. Par précaution, des restrictions sur la consommation de l'eau sont fortement recommandées.

Un suivi renforcé des pesticides est en place. Des mesures de gestion sont prises pour rétablir la qualité de l'eau dont la mise en place d'un traitement.

Pour plus d'information...

Seuls les paramètres les plus significatifs sont représentés dans ce bilan. Vous trouverez à votre disposition tous les résultats du contrôle sanitaire auprès du maître d'ouvrage et sur le site Internet du Ministère de la Santé.

Carte du réseau de distribution du SIE de Montmirey-le-Château

